

Conseil Participatif Good Food 2

Note portée à l'attention des partis politiques de la Région Bruxelles-Capitale

Nous, membres du Conseil Participatif de la Stratégie Good Food 2 (GF2), unissons nos voix pour **rappeler l'importance de la transition du système alimentaire vers plus de durabilité en Région Bruxelles-Capitale en vue des prochaines élections.**

Le conseil participatif est un organe d'échange et d'avis à destination du Gouvernement bruxellois, qui assure **une vision transversale de la stratégie Good Food 2, via la participation du terrain.** Nos membres sont des fédérations, des réseaux, des associations et autres plateformes d'acteurs en lien avec les réalités de terrain du système alimentaire bruxellois et représentent à la fois le **secteur économique, le secteur social et de la santé et le monde de l'environnement.**

Les **défis** liés à l'alimentation se font chaque jour **de plus en plus pressants** :

- de nombreux **problèmes de santé** liés à notre régime alimentaire occidental, comme le surpoids et l'obésité en augmentation constante pour la population bruxelloise : +3% entre 2010-2018, mais aussi la prévalence du diabète diagnostiqué supérieure à la moyenne belge, et d'autres coûts sanitaires liés aux systèmes alimentaires¹,
- une **précarité alimentaire** touchant plus de 90.000 personnes à Bruxelles et une

augmentation de 20 à 30% de la fréquentation des services d'aide alimentaire par rapport à la période pré-Covid-19²,

- une contribution des systèmes alimentaires aux **émissions indirectes de gaz à effet de serre** de la RBC à hauteur de 15%³,
- une **dégradation alarmante de la biodiversité** à des échelles locales et à l'échelle planétaire,
- Comme relevé par l'Observatoire des prix⁴, tous les maillons de la chaîne alimentaire (producteur·ice, commerçant·e, métiers de l'Horeca,...) font face à des **difficultés de rentabilité** suite aux différentes crises, aux prix des matières premières et à l'augmentation des coûts. Cette survie économique s'accompagne de difficultés spécifiques suivant les rapports de force entre acteurs :



La précarité financière des **agriculteur·ice·s durables** en raison des prix du marché, qui ne leur permettent généralement pas de générer un salaire digne de leurs activités productives⁵. À Bruxelles, le revenu médian des agriculteur·ice·s est 40% plus bas que le salaire minimum bruxellois⁶. Par ailleurs, ils et elles subissent une précarité sociale en raison de conditions de travail, de charge de travail, et d'horaires difficiles à assumer ; ainsi qu'une précarité foncière en raison de l'inaccessibilité à la propriété

1,3 [Stratégie Good Food](#)

2 [Estimation de la FDSS](#)

4 [SPF Economie \(fgov.be\)](#)

5 La FedeAU a calculé sur base des revenus perçus par ses membres (projets installés de longue date et projets plus récents), que les activités agricoles à Bruxelles ont un revenu médian brut de 1203€/mois/ETP. C'est 499€ en moins que le salaire barémique de la Commission paritaire 132 pour les travaux techniques agricoles et horticoles (1702€/mois). C'est 752€ en moins que le salaire « minimum » bruxellois (1955€/mois), calculé sur base de la Convention de calcul adoptée par le Parlement EU sur la fixation de salaires minimaux adéquats (Oct 2022), consistant à prendre 60% du revenu médian en RBC.

6 [FedeAU](#)

foncière pour un-e producteur-ice petite et moyenne surface, du manque de volonté des propriétaires fonciers publics et privés à proposer des conventions foncières pérennes - type bail à ferme – et du manque de surfaces disponibles. Ces enjeux sont partagés par l’agriculture conventionnelle, qui est rarement rentable sans les subsides.



Il devient difficile de trouver et former des collaborateurs pour tous les **métiers de la chaîne alimentaire** (comme les bouchers, boulangers, techniciens, opérateurs, serveurs,...).



Un des défis principaux du secteur de la **transformation alimentaire** est le manque d’espaces de transformation à Bruxelles. Les transformateurs se retrouvent souvent avec des gros volumes d’inventés disponibles et doivent augmenter leur capacité de transformation, mais ce n’est pas toujours possible car les espaces disponibles et adaptés sont rares. Pour certains acteurs, principalement les entreprises de travail adapté qui emploient des personnes en réinsertion professionnelle et/ou peu formés, il devient également difficile de trouver du personnel.



L’**Horeca** rencontre plusieurs difficultés: difficulté de concilier une philosophie Good Food et viabilité/rentabilité économique pour les restaurateurs mais aussi difficultés d’approvisionnement (nécessité de gérer les commandes auprès de multiples fournisseurs, parfois absence d’offre de livraison ou encore faible fréquence des livraisons). Malgré une démarche en circuit court qui réduit le nombre d’intermédiaires, le prix des matières premières (de la production raisonnée et bio) reste supérieur à celui des acteurs industriels qui inondent le marché, et les consommateurs peinent à différencier les établissements engagés des établissements traditionnels. L’offre des horeca engagés semble moins démocratique et moins accessible.

Or, accéder à une alimentation de qualité constitue un **droit humain fondamental et une préoccupation pour toute la population**. En 2023, selon le sondage effectué dans le cadre de la stratégie Good Food 2.0, la moitié des Bruxellois-es a modifié ses habitudes d’achat et de consommation alimentaire suite à la crise

financière et 63% des Bruxellois-es sont conscient-es de l’impact de leur alimentation sur le réchauffement climatique⁷. En 2022, selon une étude interne de la FedeAU, l’agriculture urbaine professionnelle déployée sur le territoire régional aurait bénéficié directement à au moins 85.000 Bruxellois-es (bénéfices alimentaires, sociaux, éducatifs, économiques, de bien-être et santé mentale), sans parler des services écosystémiques et climatiques bénéficiant à toute la capitale⁸. Les métiers de la chaîne alimentaire représentent un secteur de poids pour l’économie bruxelloise : près d’un emploi sur vingt (4,9%) à Bruxelles s’exerce dans l’Horeca⁹ et 4,1% des ETP de la capitale (soit 4.230 personnes) sont employés par le secteur de la transformation. Le secteur de la transformation alimentaire représente aujourd’hui 25% de toute l’industrie manufacturière et a un chiffre d’affaires pour l’année 2022, rien que pour Bruxelles, de 1,64 milliards. Concernant la distribution, plus de 30% des commerces bruxellois sont des commerces alimentaires (épiceries, supermarchés, restaurants,...)

Pour répondre aux défis mentionnés ci-dessus, la Région bruxelloise a actionné un **basculement du système alimentaire** vers un modèle plus bénéfique/éthique pour tou-te-s.



7 [Sondage Good Food 2 \(2023\)](#)
8 [FedeAU](#)
9 [Stratégie Good Food](#)

La **Stratégie Good Food 2** (2022-2030) a été approuvée par le gouvernement bruxellois le 2 juin 2022. L'élaboration de cette stratégie a mobilisé plus de 300 acteurs·rices de la chaîne alimentaire autour d'un processus de co-construction de plus d'un an. L'ambition commune est de « *requalifier notre système alimentaire, de la production à la consommation, vers un modèle respectueux de l'humain et des autres espèces, régénérateur de biodiversité et créateur d'emplois de qualité* ». De nombreux projets et initiatives existent déjà sur le territoire, et présentent un potentiel qui ne demande qu'à être amplifié et démultiplié.

Repenser notre alimentation nécessite de repenser différentes facettes de nos sociétés. Les **liens forts entre la Stratégie GF2 et les autres plans régionaux** (économiques, social/santé, environnementaux, emploi/formation,...) traduisent bien l'impact multidimensionnel de l'alimentation sur le cadre de vie des Bruxellois·es. La transition d'un système alimentaire régional est une formidable **opportunité** pour faire bouger d'autres politiques publiques en parallèle (à différents niveaux de pouvoir et en lien avec les régions agricoles autour de Bruxelles) pour assurer leurs cohérences et éviter les "silos décisionnels thématiques" qui freinent les **changements systémiques** qu'exige une telle transition. De fait, améliorer la qualité de l'alimentation a des **répercussions** au-delà de l'assiette, et notamment sur ces aspects de **santé, environnement, emploi, éducation, cohésion sociale, économique**,... Cet enjeu stratégique et transversal mérite donc une attention politique et citoyenne particulière suivie d'actes concrets en Région bruxelloise.

Il en va de la **responsabilité sur l'avenir** de tou·te·s d'assurer un développement durable à moyen/long terme et l'alimentation constitue un levier essentiel. Certains citoyen·ne·s en sont également convaincus et font entendre leur voix à ce sujet. Les acteurs politiques se doivent d'entendre et de se saisir de ces enjeux soulevés par les bruxellois·e·s. Un panel représentatif a même décidé de faire de l'alimentation durable le **thème central de la deuxième Assemblée citoyenne pour le climat**. Nous nous montrons à l'écoute de cette voix citoyenne et nous soutenons les recommandations qui sont en ligne avec la stratégie GF2. Ces pistes de leviers régionaux portées à la fois par les citoyen·ne·s de l'Assemblée et par la stratégie Good Food doivent être prises en compte dans les politiques bruxelloises.

Toutefois, la **prise de conscience sociétale** de l'impact de notre alimentation sur notre santé, nos relations sociales, notre quotidien et sur la planète n'est toujours pas suffisante, bien que le COVID et les différentes crises sanitaires aient permis de mettre un

coup de projecteur sur l'importance de l'alimentation et que de plus en plus de sensibilisation est réalisée. Ainsi, il est nécessaire d'augmenter les moyens de mise en œuvre de la stratégie Good Food 2 pour faire de **l'alimentation une des préoccupations majeures au cœur du changement** pour un mieux-être des bruxellois·e·s.

Pour toutes ces raisons, nous listons et détaillons ci-dessous plusieurs **axes primordiaux** à soutenir dans les prochaines années en matière de Good Food pour plus d'impact :

- Soutenir la création/transition d'entreprises alimentaires Good Food et travailler à la pérennité des acteurs économiques Good Food existants (sous-axe 2.1)
- Développer des projets d'accessibilité alimentaire non commerciaux, locaux, partant des besoins d'un quartier et en collaboration étroite avec les acteur·ice·s du quartier (associatifs, citoyens, le secteur social et de la santé, ...) (sous-axe 4.1)
- Soutenir et accompagner des projets visant l'accessibilité de l'alimentation Good Food à tou·te·s (sous-axe 4.1)
- Intensifier les échanges entre la RBC et les autres villes belges autour de la production primaire alimentaire et nouer des partenariats avec des acteurs de la périphérie dans une optique de préserver les terres agricoles ainsi que favoriser et sécuriser l'accès aux lieux de production pour une agriculture métropolitaine (sous-axe 1.1)
- Stimuler le développement des projets de transformations d'inventus pour la consommation humaine (sous-axe 5.2)
- Développer un écosystème favorable au développement du secteur de la transformation (sous-axe 2.2)

Ces objectifs sont décrits en détail dans la Stratégie Good Food 2.





Finalement, nous insistons sur trois leviers transversaux qui faciliteront le travail sur ces priorités. Le premier est de **mettre à disposition davantage de moyens (humains et budgétaires)** afin de mettre en œuvre cette stratégie GF2 dans sa globalité et lui permettre de se déployer à la mesure de ses ambitions ! En second lieu, nous interpellons les acteurs politiques pour développer une **articulation entre les 3 régions** pour la mise en place d'une politique d'alimentation durable pour nourrir tous les bruxellois-e-s avec de la Good Food en y intégrant les principes de l'économie sociale. Le régime alimentaire Good Food se traduit par une assiette constituée d'un menu sain et savoureux, faisant la part belle aux fruits, légumes, légumineuses, fruits à coques et céréales complètes, limitant les sucres, le sel, les aliments trop gras. Le repas Good Food est cuisiné à base d'ingrédients

frais et de saison, de préférence bio, un maximum locaux. Il limite les protéines animales (moins et de meilleure qualité), favorise les protéines végétales, limite fortement les pertes alimentaires. La réussite de cette politique globale d'alimentation durable passera par une approche holistique et raisonnée notamment sur des questions de logistique (cfr. ceintures alimentaires) et de récits communs (par exemple à propos de la transition protéique). Enfin, nous accentuons la nécessité de coupler la transition de l'offre avec un accompagnement à la **transition de la demande**. C'est pourquoi l'accent doit être mis notamment sur des actions de sensibilisation, de formation et d'éducation aux enjeux autour des questions climatiques et alimentaires, auprès d'une grande diversité de publics : des citoyen·nes aux professionnel·les en passant par les porteur·euses de projets, acteur·ices relais et acteur·ices émergent·es.

Nous, Conseil Participatif de la stratégie Good Food 2, demandons aux partis politiques de la Région de Bruxelles-Capitale :

- ▶ De prendre soigneusement connaissance de notre interpellation et de **soutenir** la stratégie alimentaire régionale GF2 en adoptant un plan d'investissement proportionné à la mettre en œuvre ;
- ▶ **D'entendre et de comprendre les pistes d'actions et mesures** afférentes aux systèmes alimentaires durables proposés dans la stratégie;
- ▶ Pour celles qui concernent des sujets actuellement en discussion au sein des partis ou prochainement discutés au sein du Gouvernement ou du Parlement, de **tenir compte** de ces pistes **dans vos débats, décisions et accords politiques** ;
- ▶ Pour celles qui concernent des sujets qui ne sont pas actuellement abordés, d'**ajouter d'urgence ces sujets à votre agenda politique**.

Nous nous tenons bien évidemment prêts et nous vous confirmons **notre engagement à faciliter cette transition** à vos côtés pour faire de la Région de Bruxelles-Capitale une région encore plus pionnière en matière de systèmes alimentaires durables. Nous disposons chacun·e d'une expertise liée à nos défis spécifiques, et que vous retrouverez plus détaillés dans les mémorandums des différentes associations portés à titre individuel (voir liens sous les signatures ci-dessous).

Nous disposons, à Bruxelles, d'une stratégie de transition alimentaire ambitieuse et co-portée par l'ensemble des acteurs de l'alimentation, plusieurs administrations régionales et les trois piliers économique, environnemental et social/santé. **Assurons-nous ensemble d'avoir les moyens de nos ambitions, aujourd'hui et demain !**

Nous vous remercions sincèrement de votre considération,

Les organisations membres du Conseil Participatif de la Stratégie Good Food 2.



Liste des membres du conseil :

- [Agroecology in Action](#)
- Association belge des consommateurs (BV OECO - AB REOC)
- BioWallonie
- Collège Intermutualiste Bruxellois
- Comeos
- Cultures & Santé
- Début Des Haricots
- [FedeAU - Fédération bruxelloise des professionnel·le·s de l'Agriculture Urbaine](#)
- Fédération Bruxelloise de Promotion de la Santé
- [Fédération Des Services Sociaux](#)
- Fédération HORECA Bruxelles
- Fevia Bruxelles
- Réseau des Groupes d'Achats Solidaires de l'Agriculture Paysanne (GASAP)
- [Inter Environnement Bruxelles](#)
- [ProVeg](#)
- Rencontre Des Continents
- Réseau des Acteurs Bruxellois pour l'Alimentation Durable (RABAD)
- Solidarité des alternatives wallonnes et bruxelloises (SAW-B)
- Service d'Information, Promotion, Education Santé (SIPES-ULB)
- [Union des Classes Moyennes](#)

Agroecology
InAction

BIO WALLONIE
La Bio aujourd'hui & demain

AB-REOC
BV-OECO

comeos CIN-NIC

cultures
& santé

Le début des
HARICOTS

FEDEAU
FÉDÉRATION BRUXELLOISE DES PROFESSIONNEL·LE·S DE L'AGRICULTURE URBAINE
RESEAU DES GROUPES D'ACHATS SOLIDAIRES DE L'AGRICULTURE PAYSANNE

FdSS FÉDÉRATION DES SERVICES SOCIAUX
FBPS aîné

FÉDÉRATION
HORECA

Fevia

LE RÉSEAU
DES GASAP

iEB

RE
Rencontre
des Continents

proveg
international

SAW-B

RABAD

SIPES
Service d'Information
Promotion Education Santé

UCM